

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1847 — 1848.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 12.

M. FAIGNART, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions | |
|-----------------------------|---|--|
| 1. | 1085. | Par pétition datée de Mons, le 16 octobre 1845,

Les veuves L'Ortye et Hoffmann prient la Chambre de statuer sur leur demande tendant à obtenir la continuation du payement de leurs pensions.

Même demande des veuves Hanciau et Verbeke. —
Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances. |
| 2. | 2464. | Par pétition datée de Louvain, le 28 juillet 1846,

Le sieur Jean-Baptiste Willems, ancien militaire, atteint d'une ophthalmie contractée au service avant 1830, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension du Gouvernement des Pays-Bas. — Concl. —
Renvoi à M. le Ministre de la Guerre. |
| 3. | 3041. | Par pétition datée de Liège, le 28 mars 1847,

Le sieur Denoël, ancien soldat de l'Empire, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir les arrérages de sa solde depuis 1807 jusqu'en 1812. — Concl. —
Ordre du jour. |

4. 3213. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 novembre 1847.
L'épouse Guillaume Marain prie la Chambre d'accorder une pension à son mari, milicien congédié du service, comme atteint de cécité. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
5. 3520. Par pétition datée de Molenbeek-St-Jean, le 9 février 1848,
Le sieur De Gernier, sergent pensionné, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir les arriérés de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
- M. BIEBUYCK, 2^{me} rapporteur.
6. 3739. Par pétition datée de Gand, le 24 mars 1848,
Les ouvriers de l'établissement du *Phoenix*, à Gaud, demandent que le Gouvernement leur procure du travail. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
7. 3745. Par pétition datée du 27 mars 1848,
Plusieurs membres des conseils communaux de Blankenberghe, Uytkerke, Nieuwmunster, Zuyenkerke, Meetkerke, Wenduyne et Houttave demandent la construction d'un port de refuge à Blankenberghe. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
8. 3791. Par pétition datée de la Tête-de-Flandres, le 22 février 1848,
Plusieurs habitants de la Tête-de-Flandres demandent exemption du paiement des droits de passage, établis sur l'Escaut, entre la ville d'Anvers et la Tête-de-Flandres. — Concl. — Ordre du jour.
9. 3794. Par pétition datée de Stalhille, le 3 avril 1848,
Le conseil communal de Stalhille demande la construction d'un port de refuge à Blankenberghe. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
10. 3829. Par pétition datée de Courtrai, le 8 avril 1848,
Le sieur Tuytens demande que la loi sur la contrainte par corps pour dettes commerciales soit rapportée, ou qu'au moins le § 5 de l'art. 800 du Code de procédure civile soit rendu applicable aux détenus pour dettes de cette nature. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

11. 3840. Par pétition datée de Charleroy, le 28 mars 1848.
Le sieur Urmez demande la révision ou l'abrogation de la loi qui autorise la contrainte par corps pour dettes commerciales et civiles. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
12. 3760. Par pétition datée d'Anvers, le 30 mars 1848,
Le sieur d'Henry demande l'abolition de la peine de mort en matière politique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
- M. ZOUDE, 3^{me} rapporteur.
13. 544. Par pétition datée de Liège, le 30 mars 1848.
Le sieur Delem demande qu'il soit donné suite à sa proposition relative à la fourniture des lits militaires, et que les cantines établies dans les forts et dans les casernes soient mises en adjudication. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
14. 3838. Par pétition sans date,
Plusieurs débitants de boissons distillées demandent que la loi du 18 mars 1838 soit abrogée ou qu'au moins le droit de consommation qu'elle établit soit remplacé par un impôt sur la fabrication des boissons distillées. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
15. 3802. Par pétition datée de Courtrai, le 3 avril 1848,
Le sieur Delobel-Doornaert, détenu à la maison d'arrêt de Courtrai, prie la Chambre de le faire mettre en liberté. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
16. 3787. Par pétition sans date,
Les bourgmestres et échevins de plusieurs communes de l'arrondissement de Nivelles déclarent adhérer à la pétition du conseil communal de Jodoigne, concernant les élections générales de l'arrondissement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
17. 3784. Par pétition datée de Brecht, le 4 avril 1848,
Le sieur Gobbaerts, préposé des douanes pensionné, demande une augmentation de pension ou bien une gratification sur la caisse de secours des douanes, ou un emploi. — Concl. — Ordre du jour.

18. 3675. Par pétition datée de Fresin, le 17 mars 1848,
Plusieurs habitants de Fresin demandent le rétablissement des droits d'entrée sur les céréales et sur le bétail, le retrait du projet de loi relatif au droit de succession, une loi sur les assurances par l'État et des modifications dans le Budget des Voies et Moyens. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
19. 3805. Par pétition sans date,
Les membres du conseil communal de Remagne proposent quelques mesures qui ont pour but d'améliorer la situation du pays. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
20. 3810. Par pétition datée de Bruges, le 5 avril 1848,
Quelques habitants de Bruges proposent des réformes dans l'ordre politique et dans l'ordre matériel. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
21. 3827. Par pétition datée de Bruxelles, le 11 avril 1848,
Le sieur Roelants demande l'exécution de travaux de défrichement des bruyères communales de Ruddervoorde et de Swevezele. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
22. 3807. Par pétition sans date,
Plusieurs élèves de l'université de Bruxelles demandent une loi sur la formation des jurys d'examen universitaire. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
23. 3795. Par pétition sans date,
Les membres du conseil communal de Roulers demandent l'abaissement du cens électoral pour les communes dont la population est au-dessous de 15,000 âmes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
-